

DANS L'ACTUALITE du 24 avril au 4 mai 2015

Textes officiels

JORF n° 0103 du 3 mai 2015 page 7678

Définition des règles applicables à la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales

[Décret n° 2015-502 du 30 avril 2015 relatif aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales](#)

Définition de la composition, des missions et du fonctionnement du Haut Comité du système de transport ferroviaire

[Décret n° 2015-499 du 30 avril 2015 relatif au Haut Comité du système de transport ferroviaire](#)

JORF n° 0101 du 30 avril 2015

Prorogation du délai pour réaliser les expropriations nécessaires à la réalisation des travaux nécessaires au contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier

[Décret du 28 avril 2015 prorogeant les effets du décret du 16 mai 2005 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires au contournement ferroviaire de Nîmes et de Montpellier](#)

JORF n° 0100 du 29 avril 2015

Publication d'un décret d'application de la loi ALUR

[Décret n° 2015-482 du 27 avril 2015 portant diverses mesures d'application de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové et relatif à certaines actualisations et corrections à apporter en matière d'application du droit des sols](#)

Projet de loi

Libérer la croissance en France : le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques en examen au Sénat

[Lundi 4 mai, à partir de 10 heures, le Sénat poursuit l'examen du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques. 593 amendements restent à examiner.](#)

[Les articles 71 à 82 bis relatifs au travail dominical et en soirée ont été appelés en priorité.](#)

Source : senat.fr du 04/05/2015

Circulaire

Accessibilité dans les établissements de l'Etat recevant du public

Une circulaire datée du 27 avril 2015 fixe le cadre d'élaboration des agendas d'accessibilité programmée (Ad'AP) dans les établissements de l'Etat recevant du public (ERP).

[Circulaire n° 5784-SG du 27 avril 2015 relative à la mise en œuvre des Agendas d'Accessibilité Programmée dans les établissements de l'État recevant du public](#)

Jurisprudence

Le juge des référés n'a pas commis d'erreur de droit en jugeant que le syndicat requérant ne pouvait utilement invoquer l'existence d'un intérêt général qui ferait obstacle à la suspension d'une décision se rapportant à la passation du contrat dès lors que le manquement relevé était de nature à justifier l'annulation de la procédure de passation du contrat

[CE 29 avril 2015 *syndicat de valorisation des déchets de la Guadeloupe \(SYVADE\)*, req. n° 386748](#)

ICPE : rappel des prescriptions que le préfet peut adresser à un exploitant

[CE 17 avril 2015 *société Porteret Beaulieu*, req. n° 368397](#)

Modalités d'application de la garantie décennale

[CE 15 avril 2015 *commune de Saint-Michel-sur-Orge*, req. n° 376229](#)

Travaux complémentaires dans le cadre d'un contrat de concession de travaux publics

[CE 15 avril 2015 association Alternatives au Contournement Autoroutier de Lyon \(ALCALY\), la commune de Dardilly et Mme B...A, req. n° 376666](#)

Contrat de régie publicitaire et répartition des compétences entre les deux ordres de juridiction

[Cass. civ. 1re, 16 avril 2015, pourvoi n° 14-14.711](#)

Légalité au regard de la réglementation locale

[CAA Marseille 24 avril 2015 commune de Théza, req. n° 13MA04475](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Projet d'ordonnance "Marchés" : encore des évolutions !

[Offres anormalement basses, recours aux marchés de partenariat, régime financier des marchés publics, définition des marchés globaux, information des candidats évincés... Sur tous ces points, le projet d'ordonnance transposant les directives "marchés" vient de faire l'objet d'importantes modifications.](#)

Source : localtis.info du 04/05/2015

Point de vue – Réception avec réserves : il est urgent d'attendre avant de notifier le décompte général

[La procédure d'établissement du décompte général définitif instituée par le CCAG travaux comportent leur lot de chausse-trappes. Le maître d'ouvrage n'est pas épargné, par exemple lorsque l'émission de réserves à la réception des travaux est suivie d'une notification prématurée du décompte général. Le point avec Arnaud Latrèche, adjoint au directeur de la commande publique et de la valorisation immobilière du conseil général de Côte-d'Or.](#)

Source : le Moniteur du 04/05/2015

Renforcer l'efficacité de la commande publique

[Le Conseil d'analyse économique vient de publier une « Note » sur les moyens d'action possibles, dans le cadre de changements réglementaires en cours au niveau européen, pour renforcer l'efficacité de la commande publique.](#)

Source : le Courrier des maires du 30/04/2015

Offre prolongée et candidature utile au marché : une question de timing

[Par deux affaires en date du 10 avril 2015, le Conseil d'Etat livre des précisions quant aux différents délais de la procédure de passation d'un marché public.](#)

Source : localtis.info du 24/04/2015

Urbanisme

Habitat léger, droit des sols : un décret plante le décor

[Le ministère du Logement vient de publier au Journal officiel du 29 avril un décret comportant des mesures d'application attendues de la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - dite Alur - relatives à l'application du droit des sols. Le texte précise en particulier le nouveau cadre juridique pour les habitats alternatifs "démontables et non mobiles", catégorie dans laquelle entreront à l'avenir certaines yourtes.](#)

Source : localtis.info du 30/04/2015

Habitats démontables, autorisations d'urbanisme : de nouvelles mesures d'applications pour la loi Alur

[Un nouveau décret d'application de la loi ALUR a été publié mercredi 29 avril, relatif aux autorisations d'urbanisme notamment. Il permet notamment aux préfets de délivrer les permis de construire à la place du maire dans les communes ne respectant pas leurs obligations de construction de logements sociaux, et limite la liste des documents exigibles pour les permis de construire. Il contient aussi des précisions sur le statut des habitats démontables. Décryptage.](#)

Source : la gazette des communes du 30/04/2015

Loi Alur et droit des sols : un décret pour préciser et toletter

Résidence mobile, la yourte n'échappe pas au décret © Flickr-CC-Patricia Un décret d'application de la loi Alur balaye un vaste champ de l'urbanisme, depuis une nouvelle définition de l'habitat mobile jusqu'aux pouvoirs du préfet en cas de déficit de logements sociaux, en passant par l'interdiction des manœuvres dilatoires de la part des services instructeurs.

Source : le Courrier des maires du 30/04/2015

Bassin Rhône-Méditerranée : les solutions d'adaptation intégreront les documents d'urbanisme

De la Côte-d'Or à la Côte d'Azur, les inondations frappent de façon récurrente le bassin Rhône Méditerranée. Pour autant, les sols subiront un assèchement, du fait du dérèglement climatique. Le plan d'adaptation, que l'agence de l'eau a fait aboutir en mai 2014 après trois ans de préparation, a vocation à irriguer les documents d'urbanisme des autorités locales (schémas de cohérence territoriale et plans locaux d'urbanisme) ainsi que ceux liés à la nouvelle donne climatique (schémas régionaux climat-air-énergie et les plans climat-énergie-air territoriaux). Des collectivités, urbaines et rurales, en appliquent déjà les grands principes.

Source : la gazette des communes du 30/04/2015

La question des bâches publicitaires sur les chantiers de monuments historiques rebondit à Lille

Il y a quelques semaines, un amendement adopté en première lecture à l'Assemblée nationale sur le projet de loi relatif à la biodiversité suscitait de vives réactions parmi les acteurs du patrimoine et les entreprises de restauration des monuments historiques (voir nos articles ci-contre des 23 et 26 mars 2015).

Source : localtis.info du 29/04/2015

Environnement

Lutte contre le changement climatique : le Cese appelle à renforcer la mobilisation de tous les acteurs

En amont de la COP 21 qui se tiendra à la fin de l'année à Paris, le Conseil économique, social et environnemental (Cese) a adopté le 29 avril un avis sur les politiques publiques en matière de lutte contre le changement climatique. Pour soutenir la mobilisation des acteurs au-delà de 2015, il appelle notamment à conforter la dimension interministérielle de cette politique en confiant la responsabilité au Premier ministre. Au niveau des territoires, il appelle aussi à mieux intégrer la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les documents de planification et à faire en sorte que toute la population bénéficie des plans climat énergie territoriaux.

Source : localtis.info du 04/05/2015

Evaluation environnementale stratégique : le ministère de l'Ecologie décode les règles

Avis aux maîtres d'ouvrage et aux maîtres d'œuvre de documents de planification : le ministère de l'Ecologie vient de publier une note méthodologie pour mener à bien la procédure d'évaluation environnementale stratégique.

Source : le Moniteur du 04/05/2015

Préconisations relatives à l'évaluation environnementale stratégique - Note méthodologique

La présente note méthodologique vise à donner aux maîtres d'ouvrage et maîtres d'oeuvre de plans/schémas/programmes entrant dans le champ d'application de l'évaluation environnementale stratégique, une vision complète de la démarche à conduire ainsi que des conseils et recommandations opérationnels pour réussir cet exercice et notamment sa formalisation au sein du rapport environnemental. Elle pourra également être utile aux autorités administratives de l'État compétentes en matière d'environnement (dites « autorités environnementales ») pour l'exercice de leurs missions (cadrage préalable/avis).

Source : developpement-durable.gouv.fr du 29/04/2015

Collectivités territoriales

Grande Normandie : le projet de décret fait de Rouen le chef-lieu provisoire

[Le gouvernement aurait choisi Rouen comme chef-lieu provisoire de la future région Normandie, en saisissant le préfet préfigurateur d'un "projet de décret" en ce sens, a indiqué le mercredi 29 avril la préfecture de Haute-Normandie dans un communiqué.](#)

Source : localtis.info du 30/04/2015

Quelles pistes d'avenir pour les Conseils d'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement

[Après avoir été menacés de disparition au moment des discussions sur le projet de loi MAPTAM, connu des problèmes de financement, les CAUE sont aujourd'hui dans une phase d'interrogation quant à leur niveau d'intervention – départemental – ou – et régional. Le point avec Yves Brien, directeur de la Fédération nationale des CAUE.](#)

Source : la gazette des communes du 29/04/2015

Transport

Le gouvernement renonce à l'autoroute ferroviaire Atlantique

[Le secrétaire d'Etat chargé des Transports, Alain Vidalies, a annoncé jeudi matin 30 avril, à la radio France Bleu Gascogne, que "l'Etat ne va pas signer \[le\] contrat pour la mise en oeuvre de l'autoroute ferroviaire" entre le Pas-de-Calais et les Landes, qui devait permettre à 85.000 camions par an de circuler par rail et non sur la route.](#)

Source : localtis.info du 04/05/2015

Nouveau palais de justice

Pose de la première pierre du nouveau palais de justice, l'un des plus gros chantiers parisiens

[Après des années de controverses et de batailles procédurales, la première pierre du nouveau palais de justice de Paris, imaginé par l'architecte de Beaubourg Renzo Piano, sera officiellement posée mercredi 6 mai au coeur du quartier des Batignolles, dans le XVIIe arrondissement.](#)

Source : le Moniteur du 04/05/2015

Vu dans les revues

AJDA n° 14-2015 du 27 avril 2015 p.828, *Déféré préfectoral d'un permis de construire tacite*, par Pascal Planchet

BJCP n° 99 – mars-avril 2015 p.92, *A quelle condition une collectivité territoriale peut-elle se porter candidate à un contrat de la commande publique ?*, conclusions de Bertrand Dacosta

BJCP n° 99 – mars-avril 2015 p.105, *La sous-traitance des prestations juridiques dans le cadre d'un marché public d'assistance à maîtrise d'ouvrage est-elle régulière ?*, conclusions Claude Vial-Pailler

BJDU n° 2/15 – mars-avril 2015 p.70, *Le délai de 10 ans laissé par la loi du 12 mai 2009 pour la reconstruction d'un bâtiment détruit par un sinistre court-il à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi ?*, conclusions Maud Vialettes

BJDU n° 2/15 – mars-avril 2015 p.83, *La liste des destinations de l'article R.123-9 du code de l'urbanisme est-elle limitative ?*, conclusions Frédéric Aladjidi

BJDU n° 2/15 – mars-avril 2015 p.90, *Quelles sont les règles applicables au lotissement ?*, conclusions Xavier de Lesquen

La gazette des communes n° 18/19-2268/2269 du 4 au 17 mai 2015 p.49, *Commande publique : des objectifs inefficaces ?*, par Jean-Marc Joannès

La gazette des communes n° 18/19 du 4 au 17 mai 2015 p.56, *Expropriation : Chronique de jurisprudence 2013-2014*, par France Charbonnel et Raphaëlle Ortega

La gazette des communes n°17/2267 du 27 avril au 3 mai 2015 p.40, *Marchés de travaux : l'intangibilité du décompte général et définitif*, par Aliaume Llorca-Valero

Presse

Tour Triangle : déboutée de son recours, Monts 14 fait appel

[Dix jours après avoir été déboutée par le tribunal administratif de Paris, auquel elle demandait d'invalider la procédure de révision simplifiée du Plan local d'urbanisme \(PLU\) de Paris, — autorisant l'élévation de projets comme la tour Triangle de 180 m —, l'association Monts 14 confirme sa décision de faire appel d'une « décision frileuse » du tribunal « qui refuse de se prononcer sur les immeubles de grande hauteur ».](#)

Source : le Parisien du 03/05/2015

Grand Paris : une métropole de papier ?

La construction pénible de la future métropole du Grand Paris va-t-elle vraiment servir à quelque chose ? Tout d'abord, on ne se décrète pas métropole, on le devient : un jour, une métropole est reconnue comme telle par ses consoeurs.

Source : les Echos du 29/04/2015